

gnifie la confiscation des épargnes et des droits privés et le contrôle des libertés individuelles.

M. COLDWELL: C'est ridicule. L'honorable député devrait chercher de nouvelles idées.

M. BLACKMORE: Nous ne faisons que blanchir l'honorable représentant de Rose-town-Biggarr. Lors de son passage dans la circonscription de Red-Deer il s'est plaint qu'on cherchait à salir la fédération du commonwealth coopératif; nous cherchons à la blanchir. Les gens doivent savoir que le socialisme et que la socialisation des affaires veulent dire la socialisation de tout le reste. Cela veut dire la perte de leurs biens; la fin de la propriété privée, des fermes, des banques, des pensions et des polices d'assurance. Les Canadiens ont droit à toute la sécurité possible, mais ils ont droit aussi à la plus entière liberté. Le programme de la fédération du commonwealth coopératif détruira le principe de la liberté pour le remplacer par la bureaucratie. En principe et du point de vue économique, il n'existe aucune différence apparente entre le socialisme de la fédération du commonwealth coopératif au Canada et le national-socialisme en Allemagne. Bien que la fédération du commonwealth coopératif attente à la liberté individuelle, elle n'assurera jamais la sécurité. Le programme de la fédération du commonwealth coopératif veut dire non la sécurité mais le chaos. Nous n'entendons pas dire que la fédération du commonwealth coopératif attaque la finance internationale.

M. COLDWELL: Qui a fait cette déclaration?

M. BLACKMORE: Tout ce que nous savons c'est qu'elle s'amuse à des riens, tout en menaçant de socialiser l'industrie et les banques. La raison c'est que la doctrine et la politique de la fédération du commonwealth coopératif, si doctrine et politique elle a, se fondent sur les débordements d'un monsieur du nom de Karl Marx, qui est mort il y a une soixantaine d'années. Il est évident que Karl Marx ne connaissait rien de ce Djaggernat financier moderne ou de la façon de le mater.

Mais derrière ces fanatiques marxistes et le stratège politique il y a les partisans de la fédération du commonwealth coopératif, et vous ne trouverez nulle part au Canada des gens plus sérieux et des patriotes plus ardents. Les membres du parti de la fédération du commonwealth coopératif ressemblent aux membres de tout autre parti. Ils désirent la sécurité et la liberté. Ils désirent voir la fin de l'ère de la pénurie et le début d'une ère d'abondance. Ils ne veulent pas toujours

[M. Blackmore.]

détruire. Ils ne veulent pas changer le système actuel pour un système nouveau si l'ancien, une fois réformé, peut encore servir. Tout ce qu'ils demandent ce sont des résultats. Et il est heureux que les partisans de la fédération du commonwealth coopératif possèdent encore suffisamment de liberté pour renverser leurs chefs déraisonnables et emboîter le pas derrière des lignes de réforme pratique.

Que dire du parti conservateur progressiste? Voilà un an, le parti conservateur changeait son nom; a-t-il en même temps modifié son attitude envers la population? Rien ne le prouve encore, mais ne soyons pas trop impatients, et donnons-lui le temps de faire ses preuves. J'attends toujours, et la population canadienne avec moi, et je me demande si ce parti a bien changé, car non seulement il s'est paré de l'épithète "progressiste", mais il s'est donné pour chef un progressiste, M. John Bracken, autrefois l'ami des humbles.

M. GRAYDON: Il l'est encore.

M. BLACKMORE: Ce que nous voulons savoir, et ce que la population a le droit de savoir, est précisément si M. John Bracken reste toujours l'ami des humbles. Les droits acquis du parti tory l'ont-ils emporté sur lui, ou est-ce lui qui l'a emporté sur les droits acquis?

M. COLDWELL: Et sur le parti tory?

M. BLACKMORE: Le parti conservateur progressiste est-il encore ce qu'il a toujours été, le serviteur des puissants intérêts, ou est-il enfin devenu le parti du peuple, libre de le servir réellement? L'occasion était belle pour John Bracken l'an dernier. Peut-être l'est-elle encore aujourd'hui, en cette heure de péril national où les droits du pays l'emportent sur ceux des partis. Je demande à M. Bracken de définir son attitude.

M. KNOWLES: Où siège-t-il?

M. BLACKMORE: Je lui demande de nous dire qu'il est opposé à la finance internationale et en faveur de l'humble citoyen. Il est sérieusement à souhaiter que M. John Bracken, dans le plus bref délai possible, déclare: "Je suis un homme libre. Les droits acquis n'ont aucune emprise sur moi. Je m'oppose à la domination de la finance internationale. Je préconise l'abondance; l'utilisation intégrale des ressources nationales. Je promets d'apporter ma contribution à la réforme de l'ancien régime économique de façon qu'il puisse mettre à la disposition de la population les ressources entières du Canada, quelles que soient les réformes nécessaires. Je préconise une production maximum et une distribution des denrées proportionnée à cette production